



L'Édito

Le Covid 19 n'est pas le premier virus à frapper une partie de l'humanité. La crise économique provoquée par le confinement n'est pas non plus la première même si, en quelques mois elle a annulé plus de dix ans de croissance antérieure. La vraie surprise vient de la réponse désordonnée et improvisée des Etats que l'on croyait invulnérables tant les progrès de la science semblaient nous mettre à l'abri de ces maux réservés au pays en voie de développement.

« Le roi est nu ! », s'exclame l'enfant dans le conte d'Andersen, « Les habits neufs de l'empereur ». Le Corona a dévoilé une évidence. Horreur, nous avons supprimé les stocks de masques, nous manquons de curare pour endormir les malades et nous dépendons de l'Asie pour la grande majorité des principes actifs des tests et des médicaments. En effet, depuis 40 ans sévit une autre sorte de virus dans le champ politique : le TINA (There is no alternative). Promu par Margaret Thatcher, il s'est vite mondialisé. Moins l'Etat interfère dans l'économie mieux le pays s'en porterait. Dans le secteur agricole, il a rendu obsolètes les mesures préconisées par Franklin Roosevelt pour lutter contre les ravages de la crise de 1929 et reprises dans la Pac par les Etats européens traumatisés par les pénuries de la guerre. C'est ainsi que l'on a ouvert les frontières, supprimé les stocks et incité les agriculteurs à diminuer leur potentiel de production au motif que le Brésil peut devenir la ferme du monde !

Le secteur agricole a montré sa capacité à assurer l'approvisionnement des consommateurs mais la survie des entreprises reste en jeu. Grâce à la crise, le concept de souveraineté alimentaire, autrefois l'apanage des altermondialistes, est désormais repris par le Chef de l'Etat et les dirigeants des organisations agricoles. Espérons que ce n'est pas un de ces habits neufs invisibles du conte pour cacher la résurgence d'un protectionnisme chauvin. Chaque pays a le droit de prendre les décisions qui s'imposent pour assurer sa sécurité alimentaire. Les aliments sont aussi stratégiques pour la santé que les médicaments. C'est essentiel pour la cohésion sociale dans chaque pays car les crises accroissent les inégalités.

La crise a montré en particulier la difficulté des plus démunis d'avoir accès à une alimentation bonne pour la santé. Pour certains enfants, cela passe par des cantines scolaires presque gratuites et pour une part grandissante d'adultes par l'aide alimentaire distribuée par les associations. Les pays du Nord de l'Europe refusent que ces dépenses soient prises en charge par la Pac. A l'inverse, certains évoquent l'idée d'une sécurité sociale alimentaire. L'essentiel sera de ne plus interdire le débat au nom du sempiternel TINA. La seule alternative n'est pas de se retrouver nu devant les adversités !